

**Conseil économique et social**

Distr. générale  
6 avril 2017  
Français  
Original : anglais

**Commission économique pour l'Europe****Conférence des statisticiens européens**

Soixante-cinquième réunion plénière

Genève, 19-21 juin 2017

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**Mesure de la pauvreté**

**Mesure de la pauvreté et du bien-être au moyen de critères d'appréciation supplémentaires****Note du Bureau central de statistique d'Israël***Résumé*

La présente note porte sur les procédures et les méthodes appliquées pour élargir la définition officielle de la pauvreté. Y est présenté un ensemble d'indicateurs de la pauvreté multidimensionnelle, tirés de l'enquête sociale du Bureau central de statistique d'Israël et d'autres sources nationales. Ces indicateurs portent sur les difficultés financières aussi bien que psychologiques, la santé, les besoins sociaux et l'éducation. La note s'achève par la présentation d'une série de publications nationales annuelles dans lesquelles les multiples dimensions du bien-être sont examinées en détail.

Le présent document est présenté pour examen au séminaire sur la mesure de la pauvreté organisé par la Conférence des statisticiens européens.



## I. Introduction

1. En Israël, la mesure de la pauvreté se fonde sur la mesure du revenu financier dont dispose la famille et sur la taille de la famille. Désigné sous le nom de « revenu disponible », ce revenu est la somme des revenus provenant du travail, du patrimoine et des allocations versées au titre du soutien du revenu, déduction faite des impôts directs. Cette méthode de calcul est utilisée dans l'ensemble du monde occidental et a été adoptée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). D'autres éléments déterminent néanmoins les ressources du ménage et pourraient être pris en considération.

2. En 2010, une commission nationale israélienne chargée d'envisager des mesures supplémentaires de la pauvreté a recommandé d'élargir la mesure des ressources familiales pour y inclure la valeur des services et des allègements accordés aux familles dans différents domaines comme la santé, l'éducation, le logement et les exonérations fiscales spéciales. Cette définition permettrait d'obtenir une image plus générale des ressources dont dispose la famille et des écarts entre les familles sur le plan de leur bien-être économique. Elle offrirait également une base plus large pour surveiller le nombre de familles vivant dans la pauvreté.

3. En 2014, une commission nationale sur la lutte contre la pauvreté a recommandé d'élargir encore la méthode de mesure en adoptant une approche multidimensionnelle visant à évaluer le manque de ressources et de possibilités qui permettraient à un individu ou à un ménage d'améliorer sa qualité de vie, de planifier son avenir et de réaliser son potentiel de mobilité sociale.

4. Le présent document porte sur les procédures et les méthodes appliquées pour élargir la définition officielle de la pauvreté. Y est présenté un ensemble d'indicateurs de la pauvreté multidimensionnelle, tirés de l'enquête sociale du Bureau central de statistique d'Israël et d'autres sources nationales. Ces indicateurs tiennent compte des difficultés financières et psychologiques, de la santé, des besoins sociaux et de l'éducation. Le document s'achève par la présentation d'une série de publications nationales annuelles dans lesquelles sont examinées les multiples dimensions du bien-être. Il s'agit de publications du Bureau central de statistique consacrées respectivement à la société israélienne et aux indicateurs du bien-être en Israël.

## II. Définitions de la pauvreté

5. La pauvreté est un phénomène social multidimensionnel qui touche des personnes, des familles et des communautés dans leur vie présente et future.

### A. L'approche relative et la définition du seuil de pauvreté

6. D'après la définition officielle adoptée par l'État d'Israël, qui figure dans la publication annuelle de l'Institut national d'assurance, la mesure de la pauvreté repose – comme dans la plupart des pays occidentaux et dans les organisations internationales – sur l'approche relative selon laquelle la pauvreté correspond un certain degré de détresse, qui doit être évalué par rapport au niveau de vie qui caractérise la société. Plus particulièrement, la famille est considérée comme pauvre si son revenu, compte tenu du revenu disponible par adulte-type, est inférieur à la moitié de la valeur médiane de ce revenu. La publication annuelle sur la pauvreté de l'Institut national d'assurance se fonde sur les enquêtes concernant les revenus et les dépenses annuels qui sont régulièrement menées par le Bureau central de statistique.

## B. Revenu familial

7. Deux définitions du revenu familial s'appliquent à la mesure de la pauvreté :

a) Le revenu économique comprend les revenus bruts provenant du travail (indépendant ou salarié), les actifs, les pensions provenant du travail et le soutien apporté par d'autres ménages. Cette définition vise essentiellement les revenus provenant des activités économiques de la famille. Réduire la pauvreté économique revient à permettre aux personnes de devenir autonomes, c'est-à-dire d'avoir un revenu supérieur au seuil de pauvreté grâce à leurs activités économiques ;

b) Le revenu disponible comprend le revenu économique et les paiements de transfert, déduction faite des impôts directs (impôt sur le revenu et cotisations à l'Institut national d'assurance). En d'autres termes, c'est le revenu dont dispose une famille pour satisfaire ses besoins. Du point de vue du revenu disponible, la réduction de la pauvreté concerne à la fois les activités économiques de la famille et la redistribution des revenus dans le cadre du système fiscal et du système de pensions. La mesure des paiements de transfert prend en considération, outre les pensions de l'Institut national d'assurance, d'autres types de soutien financier mesurés dans l'enquête sur les dépenses des ménages, par exemple l'aide au logement. D'autres sources de soutien financier, telles que les aides à l'embauche accordées notamment aux familles actives, ne sont pas encore mesurées.

8. Conformément à la définition de la pauvreté relative, le seuil de pauvreté est révisé chaque année compte tenu de l'augmentation du revenu médian par habitant de toutes les familles du pays.

## C. Définition de l'unité de mesure de la pauvreté

9. L'unité de base utilisée pour mesurer la pauvreté est le ménage, qui englobe les revenus de tous les individus qui le composent.

10. Conformément aux directives du Bureau central de statistique, le type de ménage est déterminé par les caractéristiques du chef de ménage (âge, origine, etc.). La pratique habituelle consiste à rendre compte de l'étendue de la pauvreté par le nombre de ménages vivant sous le seuil de pauvreté, ainsi que par le nombre de personnes appartenant à des ménages pauvres.

## D. Intensité de la pauvreté

11. La principale définition de l'intensité de la pauvreté est l'écart entre le revenu d'une famille pauvre et le seuil de pauvreté, compte tenu de la taille de la famille. On divise cet écart par le seuil de pauvreté pour obtenir le ratio d'écart de revenu, exprimé en pourcentage.

## E. Pauvreté multidimensionnelle

12. Dans les publications spécialisées, il est souvent précisé que la pauvreté n'est pas une simple question de bas revenus, mais un problème multidimensionnel plus large. Il n'existe pas de définition unique et communément admise de la pauvreté multidimensionnelle. Il faut donc se limiter à indiquer les principaux éléments qui sont mis en relief et communs aux différentes définitions proposées dans les publications spécialisées. Chacun de ces éléments apporte une contribution particulière à la compréhension des réalités vécues par les pauvres.

13. Parmi ces éléments, une distinction est faite entre les caractéristiques de l'individu et les différentes composantes des systèmes qui influent sur sa vie. On distingue ainsi les inégalités en matière de ressources et de résultats de l'inégalité des chances.

14. Dans différentes approches, il est tenu compte des capacités et de l'exclusion et la pauvreté est considérée comme un manque d'accès aux ressources sociales.

15. Considérée sous un autre angle, la pauvreté est vue comme le *manque permanent de différentes sources de capital* (financier, matériel, humain, social, communautaire, etc.). En d'autres termes, il s'agit de l'insuffisance des ressources et des possibilités grâce auxquelles un individu peut améliorer les conditions de vie de son ménage, planifier son avenir et réaliser son potentiel de mobilité sociale. Selon cette définition, les personnes vivant dans la pauvreté se heurtent à des obstacles structurels qui les empêchent d'obtenir de nouveaux capitaux et de tirer parti des capitaux dont ils disposent.

16. Des initiatives ont été prises dans différents pays pour lutter contre la pauvreté suivant une approche multidimensionnelle.

17. Ces approches s'intéressent non seulement aux incidences pratiques des possibilités offertes, mais aussi à l'enjeu idéologique qu'il y a à garantir l'égalité des chances aux adultes comme aux enfants. Dans cette perspective, c'est en grande partie à l'État qu'il incombe de supprimer les obstacles à l'égalité des chances.

### **III. Définitions de la pauvreté**

18. En examinant la question de la pauvreté, il faut tenir compte des divers éléments qui ont des effets sur les personnes vivant dans la pauvreté et qui rendent nécessaire l'adoption d'une perspective multidimensionnelle.

#### **A. Caractéristiques au niveau de l'individu et de la famille**

##### **1. Perspective générale en matière d'aspirations financières (capital financier)**

19. Ressources financières, au-delà des revenus (actifs, épargne, engagements financiers et soutien financier apporté par la famille élargie).

##### **2. Perspective générale en matière d'éléments concrets du niveau de vie matériel**

20. Différents aspects du niveau de vie tels que l'alimentation, le logement ou la situation environnementale dans le voisinage.

##### **3. Perspective intégrée des problèmes financiers, sociaux et relatifs à la santé**

21. Autres problèmes (sociaux ou relatifs à la santé) auxquels font face les parents ou les enfants, notamment les insuffisances physiques, les difficultés d'apprentissage, les difficultés et troubles psychologiques, les dépendances et autres activités atypiques, des relations familiales difficiles et la présence d'un enfant rendu vulnérable par des problèmes de développement, de comportement ou d'apprentissage.

##### **4. Perspective générale des ressources sociales (capital social)**

22. Relations sociales et appui apporté par l'entourage (famille élargie, voisins et amis).

##### **5. Aptitude à affronter les problèmes (capital humain)**

23. Aptitudes, atouts et détermination qui permettent à la famille d'affronter activement ses difficultés ; capacité d'appréhender et d'exploiter les possibilités de changer la situation.

#### **B. Caractéristiques des systèmes publics et économiques (possibilités et obstacles)**

##### **1. Marché du travail**

24. Possibilités d'emploi et de développement du capital humain, structure des salaires et égalité des chances.

## 2. Dialogue public symbolique

25. Conceptualisation de la pauvreté en matière de reconnaissance. Autrement dit, la pauvreté se traduit pour les pauvres par un sentiment de honte, une stigmatisation et un manque de reconnaissance de leurs connaissances. C'est pourquoi les politiques sociales de lutte contre la pauvreté doivent se fonder sur la reconnaissance des atouts, des capacités et des connaissances des personnes vivant dans la pauvreté et non sur la culpabilisation.

## 3. Services sociaux (éducation, santé, emploi, services sociaux, etc.)

26. Accessibilité, qualité et compatibilité des services sociaux.

## 4. Caractéristiques du milieu de vie : violence, activités récréatives, services commerciaux

## 5. Connaissances et information : accès à l'information et au savoir, et appui à la mise en œuvre des droits et à la réalisation des possibilités

27. Quatre notions s'ajoutent aux dimensions susmentionnées :

a) Effet cumulé : plus les dimensions qui pénalisent l'individu ou la famille sont nombreuses, plus leur détresse est grande et leurs conditions de vie mauvaises ;

b) Niveau de vie : de nombreuses dimensions influent également sur le niveau de vie. Ainsi, une famille qui a des dettes à rembourser et des dépenses spéciales à effectuer (par exemple en matière de santé) a un niveau de vie moins élevé qu'une famille n'ayant pas ces obligations ;

c) Effets de cause à effet et interactions entre les diverses dimensions au niveau individuel : certains éléments font baisser le revenu, d'autres varient en fonction du revenu et d'autres encore ont une incidence sur les revenus tout en étant influencés par ceux-ci. Lorsque des caractéristiques telles que la santé, la situation sociale et la sécurité d'une personne sont sources de problèmes, il peut lui être difficile de réaliser les possibilités qui lui sont offertes, ce qui peut aboutir à la pauvreté ou l'aggraver. La pauvreté peut en outre détériorer tous ces éléments. Par exemple, un problème de santé peut réduire la participation au marché du travail et faire baisser les revenus, et donc conduire à la pauvreté. Celle-ci peut finir par compliquer le traitement des problèmes de santé et par conséquent s'aggraver encore, de sorte qu'il devient difficile d'en sortir ;

d) Rôle des systèmes publics et financiers : le processus par lequel on tombe dans la pauvreté est influencé par les possibilités et les obstacles créés par la société et ses institutions, y compris, bien entendu, les systèmes de services publics. Ces systèmes sont conçus pour créer des possibilités et aider l'individu à en tirer parti. L'accès à ces systèmes et leur qualité sont donc d'une importance déterminante. Les possibilités offertes peuvent aider à sortir de la pauvreté, tandis que les obstacles aggravent cette dernière.

28. Le fait de considérer la pauvreté comme un phénomène multidimensionnel a de nombreuses répercussions sur la planification des mesures à prendre pour y faire face.

## IV. Indicateurs de la pauvreté multidimensionnelle

29. La présente section porte sur les indicateurs statistiques permettant de mesurer les rapports entre les différents besoins sociaux et la situation économique des familles. Ces indicateurs rendent compte des multiples dimensions de la pauvreté et dressent un tableau plus complet de la pauvreté en Israël. Ils se fondent en partie sur des *situations* (les retards de paiement des factures, par exemple) et en partie sur des *sentiments* (comme la dépression ou la perception de la capacité d'affronter les problèmes). En général, on constate un manque de données systématiques sur les différentes dimensions de la pauvreté. De plus, il n'est pas possible de présenter les données au moyen d'une seule mesure standard de la situation économique, d'où le recours à plusieurs mesures. Les données présentées ici illustrent donc les multiples dimensions de la pauvreté de façon partielle et sélective.

## **A. Sources de données**

30. Les données proviennent de plusieurs sources.

31. Une partie des données sont tirées de l'enquête sociale de 2013 du Bureau central de statistique, qui comprenait des questions consacrées au bien-être social de la population. Ont également été utilisées d'autres enquêtes du Bureau central de statistique, l'enquête d'opinion sur la performance du système de santé réalisée par l'institut Myers-JDC-Brookdale et les données de l'Autorité nationale de mesure et d'évaluation dans le domaine de l'éducation.

### **1. Indicateurs des difficultés financières et psychologiques**

32. Tirées de l'enquête sociale, ces données sont présentées en fonction du revenu disponible total. Il convient de noter qu'à l'heure actuelle l'enquête sociale ne permet pas de recenser les populations qui vivent dans la pauvreté conformément à la définition officielle de l'Institut national d'assurance (revenu de la famille par adulte-type), et que nous utilisons un indicateur indirect moins précis.

33. Tous les niveaux de revenus sont présentés dans les tableaux ; toutefois, dans la plupart des cas, les conclusions présentées dans le texte concernent le groupe aux revenus les plus faibles (qui représentent 17 % des familles) et le groupe aux revenus les plus élevés (qui représente environ 40 % des familles).

34. Dans les tableaux, nous présentons les deux extrêmes. Les questions de l'enquête sociale comportaient des choix de réponse allant de « très bon » à « très mauvais », ou encore de « très souvent » à « jamais ».

### **2. Indicateurs relatifs à la santé**

35. Tirées de l'enquête d'opinion de l'institut Myers-JDC-Brookdale concernant la performance du système de santé, ces données sont présentées par quintile de revenu par adulte-type.

### **3. Indicateurs relatifs aux besoins sociaux**

36. Ces données proviennent de la publication « Statistical Abstract of Israel » du Bureau central de statistique, qui contient des tableaux fondés sur les données du Ministère des affaires sociales et des services sociaux, et sont présentées en fonction de l'indice socioéconomique des municipalités du Bureau central de statistique.

### **4. Indicateurs relatifs à l'éducation**

37. Les données proviennent de l'Autorité nationale de mesure et d'évaluation dans le domaine de l'éducation et de la publication « Statistical Abstract of Israel » et sont présentées en fonction de l'indice socioéconomique des municipalités ou de l'indice socioéconomique des familles du Ministère de l'éducation.

## **B. Dimension des difficultés financières**

### **1. Dépenses et services en matière de logement : retards de paiement et interruptions de services dus à des difficultés économiques au cours des douze derniers mois**

38. Plus le revenu est faible, plus les personnes interrogées sont nombreuses à indiquer que des difficultés économiques avaient occasionné, au cours des douze derniers mois, des retards dans le paiement de leur loyer ou le remboursement de leur prêt immobilier (17 % des personnes dont le revenu est inférieur ou égal à 5 000 nouveaux shekels, contre moins de 2 % pour celles dont le revenu est supérieur à 17 000 nouveaux shekels) ou dans le paiement de leurs factures d'électricité, d'eau ou de téléphone ou des taxes municipales (44 % contre 4 %), ou encore des interruptions de services tels que le téléphone ou l'approvisionnement en eau (20 % des personnes dont le revenu est inférieur ou égal à

5 000 nouveaux shekels contre 1 % de celles dont le revenu est supérieur à 17 000 nouveaux shekels).

## **2. Inquiétudes concernant la capacité de mettre de l'argent de côté**

39. Plus le revenu est faible, plus les personnes interrogées sont inquiètes de ne pas pouvoir mettre d'argent de côté (39 % des répondants dont le revenu est inférieur ou égal à 5 000 nouveaux shekels contre 12 % de ceux qui ont un revenu supérieur à 17 000 nouveaux shekels).

## **3. Demande urgente de 5 000 nouveaux shekels pour répondre à un besoin important**

40. Parmi les personnes ayant un revenu faible, une plus grande proportion a indiqué qu'elle ne solliciterait personne si elle avait besoin de 5 000 nouveaux shekels pour répondre à un besoin important (26 % des personnes dont le revenu est inférieur ou égal à 5 000 nouveaux shekels contre 11 % de celles ayant un revenu supérieur à 17 000 nouveaux shekels).

# **C. Dimension psychologique**

## **1. Dépression**

41. Plus le revenu est faible, plus les personnes interrogées sont nombreuses à indiquer qu'elles se sentent toujours ou souvent déprimées (19 % dans le cas des revenus allant jusqu'à 5 000 nouveaux shekels contre 3 % pour les revenus supérieurs à 17 000 nouveaux shekels), et moins elles sont nombreuses à dire qu'elles ne se sentent jamais déprimées (33 % contre 56 %).

## **2. Troubles du sommeil**

42. Plus le revenu est faible, plus les personnes interrogées sont nombreuses à déclarer que, au cours des douze derniers mois, elles ont toujours ou souvent été empêchées de dormir par des préoccupations (34 % des personnes dont le revenu est inférieur ou égal à 5 000 nouveaux shekels, contre 11 % de celles dont le revenu est supérieur à 17 000 nouveaux shekels), et moins elles sont nombreuses à déclarer que ce n'est jamais le cas (22 % contre 34 %).

## **3. Capacité d'affronter les problèmes**

43. Plus le revenu est faible, moins les personnes interrogées sont nombreuses à estimer que, au cours des douze derniers mois, elles ont toujours ou souvent été en mesure de faire face à leurs problèmes (45 % des personnes dont le revenu est inférieur ou égal à 5 000 nouveaux shekels, contre 86 % de celles dont le revenu est supérieur à 17 000 nouveaux shekels).

# **D. Dimension sociale**

## **1. Personnes enregistrées auprès des services sociaux**

44. Plus le développement socioéconomique d'une municipalité est faible, plus le pourcentage de personnes enregistrées auprès des organismes de services sociaux est élevé (32 % dans le groupe des municipalités au développement le plus faible contre 7 % dans le groupe au développement le plus fort).

# **E. Dimension de la santé**

## **1. Évaluation de l'état de santé**

45. Dans cette section, les données sont présentées en fonction du revenu par adulte-type.

46. Plus la situation économique est mauvaise, plus la prévalence des problèmes de santé est forte : la proportion des personnes qui font état d'un état de santé insatisfaisant ou moyennement satisfaisant est plus élevée dans le quintile inférieur (25 %) que dans le quintile supérieur (15 %), ainsi que la proportion des personnes qui font état de souffrances psychologiques (29 % contre 21 %).

## **2. Personnes qui renoncent à suivre un traitement ou à prendre des médicaments pour diverses raisons**

47. Le pourcentage de la population qui a renoncé à suivre un traitement ou à prendre des médicaments pour une raison quelconque (coût, temps d'attente, distance, etc.), est de 44 % dans le quintile inférieur contre 30 % dans le quintile supérieur. L'écart est encore plus grand parmi les personnes qui y renoncent en raison de difficultés financières (21 % contre 6 %).

## **F. Dimension de l'éducation : résultats (enfants)**

### **1. Examen GEMS 2012/2013 (examen du progrès et de l'efficacité destiné aux écoles)**

48. Les enfants des milieux socioéconomiques défavorisés ont obtenu de moins bons résultats à l'examen GEMS dans toutes les matières (hébreu, mathématiques, anglais et sciences), dans deux groupes d'âge (cinquième et huitième années) et dans les deux langues d'examen (hébreu et arabe).

### **2. Certificat de fin d'études secondaires répondant aux critères d'admission des universités**

49. Le pourcentage d'élèves admissibles au certificat de fin d'études secondaires répondant aux critères d'inscription des universités présente un écart important entre les groupes de municipalités où le développement socioéconomique est élevé et ceux où il est faible. L'écart est particulièrement prononcé au sein de la population juive, ce pourcentage y étant de 7 % dans les groupes de municipalités 1 et 2, et de 27 % dans les groupes 3 et 4, contre 76 % dans les groupes 9 et 10.

### **3. Évaluations internationales (PISA/Programme international pour le suivi des acquis des élèves et TIMSS/Tendances de l'enseignement des sciences et des mathématiques)**

50. Comme l'a indiqué l'Autorité nationale de mesure et d'évaluation dans le domaine de l'éducation, Israël est l'un des pays participant aux évaluations internationales où les résultats varient le plus en fonction de la situation socioéconomique des élèves.

## **G. Résumé des indicateurs multidimensionnels**

51. En résumé, les indicateurs multidimensionnels de la pauvreté sont tous étroitement liés à la situation socioéconomique du ménage : plus celle-ci est mauvaise, plus la proportion de familles faisant état de problèmes est élevée. Ainsi, un pourcentage considérable des familles vivant dans la pauvreté ont au moins un problème – et généralement davantage – qui nécessite une attention particulière, outre leur manque de revenus. Comme indiqué précédemment, certains des indicateurs examinés sont un problème supplémentaire, mais peuvent aussi être une cause de pauvreté, ou encore les deux. Dans le même temps, on constate que toutes les familles pauvres ne sont pas confrontées à des problèmes relevant de toutes les dimensions.

52. Certaines familles ont des problèmes de santé et d'autres non, certaines s'estiment capables d'affronter leurs problèmes et d'autres non, certaines voient leurs enfants réussir leurs études et d'autres non, etc. Chaque famille a un ensemble de problèmes interdépendants qui lui est propre.

53. Les données figurant dans cette partie font ressortir davantage encore qu'il importe de créer un système de mesure qui puisse aider les décideurs à procéder à une évaluation globale des problèmes des familles et à adapter les solutions à l'ensemble de problèmes



propre à chaque famille. Cette approche intégrée permet non seulement d'atténuer la détresse des familles pauvres, mais aussi d'affaiblir et même de prévenir le cycle vicieux de problèmes qui se renforcent mutuellement qui accroissent la pauvreté tout en étant aggravés par celle-ci. Dans la prochaine section, nous présentons d'autres publications qui décrivent des approches intégrées de la mesure du bien-être qui se fondent principalement sur les indicateurs sociaux relatifs aux ménages.

## **V. Autres publications sur le bien-être**

### **A. Indicateurs du bien-être, de la durabilité et de la résilience nationale**

#### **1. Les indicateurs et le processus**

54. En avril 2015, le Gouvernement israélien a adopté une résolution imposant au Bureau central de statistique l'obligation de publier des indicateurs relatifs au bien-être, à la durabilité et à la résilience nationale dans les domaines suivants : qualité de l'emploi ; sécurité de la personne ; santé ; logement et infrastructures ; éducation ; enseignement supérieur et acquisition de compétences ; bien-être personnel et social ; environnement ; participation citoyenne et gouvernance ; niveau de vie. Il a été également décidé d'établir deux nouveaux domaines : technologies de l'information ; et loisirs, culture et communauté. Au total, 11 domaines intéressant le bien-être ont donc été retenus. Pour chaque domaine, huit indicateurs représentatifs ont été définis.

55. Dans la première publication (2016) figuraient, en rapport avec le bien-être, 45 des indicateurs retenus. Les données et les indicateurs en question provenaient des bases de données du Bureau central de statistique et se fondaient sur des informations administratives et des enquêtes menées périodiquement par ce dernier. Les indicateurs font apparaître les tendances à l'œuvre depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle et peuvent servir de point de départ pour examiner l'évolution du bien-être en Israël, ainsi que pour comparer différents groupes de population aux niveaux national et international.

56. Le Bureau central de statistique publie ces indicateurs tous les ans depuis 2016. Les autres indicateurs seront élaborés par divers moyens, notamment grâce à de nouvelles questions dans les enquêtes existantes et à de nouvelles enquêtes (comme l'enquête sur les budgets-temps et celle sur l'épargne). En outre, des méthodes seront élaborées à partir des données existantes, de même que des indicateurs relatifs à différents aspects de la durabilité et de la résilience nationale.

#### **2. Indicateurs du bien-être**

57. Le bien-être de chacun dépend de nombreux facteurs, tels que la santé, les relations sociales, la confiance, l'emploi, le revenu et le sentiment de sécurité. Plus ses besoins sont satisfaits dans divers domaines de la vie, plus son niveau de bien-être est élevé. Les indicateurs du bien-être ont pour objectif de présenter une analyse multidimensionnelle du bien-être, compte tenu de l'ensemble des facteurs économiques, sociaux et environnementaux qui influent sur la vie des personnes. Ils servent de base à l'élaboration de statistiques qui complètent les données sur la croissance économique et donnent un aperçu plus global et plus complet du bien-être de la population.

58. Pour quantifier précisément et correctement les indicateurs du bien-être, plusieurs éléments ont été pris en compte :

- Les caractéristiques individuelles, compte tenu du point de vue des individus et des ménages ;
- Les indicateurs de résultat, qui décrivent la situation générale des individus, à l'aide d'informations concernant directement leurs conditions de vie ;
- La répartition des ressources : présentation des différences et des écarts entre les groupes de population, selon différents paramètres ;

- L'équilibre entre indicateurs objectifs et indicateurs subjectifs : le point de vue subjectif d'une personne complète et enrichit l'aperçu général de la situation fourni par les indicateurs objectifs ;
- Les tendances souhaitées : indicateurs pour lesquels il existe un consensus sur les progrès souhaités ; la prise en compte de ces tendances permet aux décideurs de se servir des indicateurs pour élaborer les politiques.

### 3. Indicateurs retenus dans la publication

59. *Les indicateurs de la qualité de l'emploi* portent sur l'évolution du taux d'emploi, la satisfaction au travail, le taux de blessures et le revenu médian.

60. *Les indicateurs de la sécurité personnelle* comprennent le taux de personnes qui se sentent en sécurité lorsqu'elles se déplacent seules et à pied après la tombée de la nuit dans leur lieu de résidence, le nombre de personnes tuées lors d'accidents de la route et le nombre de victimes du terrorisme.

61. *Les indicateurs de la santé* portent sur l'espérance de vie, la mortalité infantile et le pourcentage de fumeurs dans la population totale.

62. *Les indicateurs relatifs au logement et aux infrastructures* comprennent le pourcentage du revenu disponible qui est consacré aux dépenses de logement, par décile de revenu disponible, la satisfaction à l'égard du logement et de l'environnement résidentiel, et la satisfaction à l'égard des transports publics.

63. *Les indicateurs relatifs à l'éducation et aux compétences* sont le taux de personnes ayant fait des études postsecondaires ou supérieures ; le taux des personnes qui obtiennent de mauvais résultats aux épreuves de mathématiques de l'évaluation PISA ; le pourcentage des personnes âgées de 30 ans ou plus qui ont fait des études postsecondaires ou supérieures.

64. *Les indicateurs du bien-être personnel et social* portent sur la satisfaction générale à l'égard de la vie, le pourcentage de personnes qui estiment pouvoir faire face à leurs problèmes et le taux de solitude.

65. *Les indicateurs environnementaux* concernent l'attitude de la population face à la propreté du voisinage, aux parcs et aux espaces extérieurs, et au bruit dans le voisinage.

66. *Les indicateurs relatifs à la participation citoyenne et à la gouvernance* sont le taux de participation aux élections générales et le taux de participation à des activités bénévoles.

67. *Les indicateurs du niveau de vie* portent sur la consommation par habitant, le revenu monétaire net par habitant et la satisfaction à l'égard de la situation économique du ménage.

## B. Rapports annuels sur la société israélienne

68. Le rapport annuel sur la société israélienne, qui est l'une des principales publications sur la situation sociale et le bien-être, a plusieurs objectifs :

- Décrire et analyser la pauvreté et l'exclusion sociale au-delà de la question de l'appui financier ;
- Établir à ce sujet des comparaisons avec la situation sociale des pays de l'Union européenne et des autres pays de l'OCDE ;
- Analyser l'évolution des indicateurs concernant la santé, l'éducation, le niveau de vie, l'emploi, l'environnement, les transports et le bien-être ;
- Appeler l'attention des décideurs sur les indicateurs socioéconomiques clefs pour les aider à fonder leurs décisions sur des données factuelles.

69. Outre ces indicateurs qui figurent dans tous les rapports annuels, un thème principal y est examiné chaque année, l'accent étant mis sur les écarts entre les groupes de population, les sexes, les zones géographiques, les tranches d'âge et les différents types de ménages.

---